

LES AGRICULTEURS SAUVENT LE MONDE

Le rôle des autorités et de la bonne gouvernance

Nous savons que les agriculteurs familiaux peuvent nourrir le monde entier. Et nous savons qu'ils peuvent le faire mieux que l'agro-industrie. Car s'ils disposent de moyens suffisants, les agriculteurs familiaux sont bien plus productifs. Ainsi, ils veillent en premier lieu à ce que la campagne et les villes du pays disposent de nourriture. A chaque fois, ils s'avèrent être un pilier irremplaçable dans une campagne prospère et des cités prospères, incomparablement mieux que l'agro-industrie. Et l'agriculture familiale est, en plus, bien moins polluante.

Mais si nous voulons réaliser tout cela, il faut que les autorités prennent, enfin, leur responsabilité.

Le monde doit se prononcer réellement en faveur d'une agriculture familiale durable et contre une agriculture dominée par l'agro-industrie, qui ne laisse pas place aux agriculteurs. Ce sera la véritable révolution verte.

Il faut une politique agricole globale qui laisse aux pays et aux régions le droit de mettre en place ce type d'agriculture et d'y investir. Et cela ne va pas tout seul, même si la conjoncture mondiale est favorable depuis qu'on a découvert l'importance de l'agriculture. Après avoir négligé l'agriculture des dizaines d'années durant, sûrement en Afrique, les autorités et les sociétés doivent libérer d'urgence les moyens en faveur d'une agriculture productive. En d'autres termes, il nous faut une autre politique agricole aussi bien au niveau mondial et régional qu'au niveau national.

Tout le monde y perd

Ces dernières décennies, l'agriculture et la production de nourriture ont été négligées dans nombre de pays et abandonnées au mode de fonctionnement du marché mondial. C'est aussi la voie que nous suivons tous en "confiant" l'agriculture à l'Organisation Mondiale du Commerce.

Depuis lors, nombre d'agriculteurs familiaux se sont tellement appauvris qu'ils ne sont plus capables d'investir pour augmenter la production. Lorsque le prix de leur produit retombe en quelques décennies à un tiers, voire un sixième, ils gagnent ainsi de moins en moins. Et si leurs maigres récoltes diminuent encore plus en raison de l'érosion, de la sécheresse, du manque de semence, engrais, animaux de trait..., leur revenu diminue encore plus. Nous ne pouvons que le répéter. Un milliard d'agriculteurs et agricultrices sont pauvres, et n'ont même pas d'animaux de trait, sans parler de tracteur. Souvent ils ne possèdent pas de terres. Celui qui ose prôner comme solution qu'ils devraient occuper une position plus concurrentielle au niveau du marché mondial fait erreur. Ils ne peuvent entrer en concurrence avec des dizaines de millions d'agriculteurs qui disposent de plus et de meilleures terres, d'un tracteur et d'autres machines, de meilleures semences, d'engrais, de crédits, voire d'aides financières et d'un marché protégé. C'est comme organiser un match de football entre une équipe d'envergure mondiale comme le Milan et une équipe locale de diabolins, on n'aura jamais de match loyal. Est-ce que la montée récente des prix peut compenser tout cela ? Oublions-le, le niveau de productivité de nombreux agriculteurs est tel qu'ils sont souvent obligés d'acheter eux-mêmes de la nourriture.

On ne peut échapper aux conclusions. Le mode de fonctionnement de l'économie mondiale sape la production agricole, mine la campagne, amène la pauvreté et même la faim. Cette globalisation néfaste

appauvrit de nombreux pays et fait progresser l'inégalité. Elle détruit l'environnement et démolit la vie, elle hypothèque la création de prospérité, chasse les gens de leurs terres et les force à migrer.

Un milliard et demi d'agriculteurs appauvris et leurs familles se retrouvent dans les bidonvilles où ils sont une nouvelle fois victimes de la mauvaise gestion au niveau mondial. D'abord ils ont dû abandonner leurs terres, maintenant ils ne peuvent plus acheter la nourriture devenue trop chère... Et, ironiquement, pour quelle raison ? Par ce que les agriculteurs familiaux se voient refuser toute chance pour produire suffisamment de nourriture. Ainsi, le monde se retrouve dans une spirale à la baisse, une situation de perte pour tout le monde, aussi bien pour les agriculteurs que pour les habitants urbains appauvris.

La libéralisation prend un goût amer

L'appel lancé ces dernières décennies en faveur d'une libéralisation des marchés agricoles – importez donc la nourriture bon marché provenant de l'étranger – commence à prendre un goût amer. D'abord, cette nourriture n'est plus bon marché. Et, en plus, certains pays exportateurs traditionnels préfèrent garder leur nourriture pour eux-même, compte tenu de mauvaises récoltes et de pénuries, et on les comprend. Dans le passé on a, par exemple en Afrique occidentale, donné la préférence au riz asiatique, ce qui ne fut pas un choix judicieux. Il est vrai que l'importation est meilleur marché, mais on sacrifie ainsi la viabilité de la société. Car, pour ses propres agriculteurs cela implique que des centaines de milliers d'emploi ont disparu, sans la moindre perspective de travail décent dans leur propre pays. Il n'est quasiment pas question d'industrie ou d'autres mécanismes favorisant la prospérité. Comment payer dès lors l'importation ? Dans le passé, c'était déjà une question pertinente ; actuellement, compte tenu de l'augmentation des prix, encore plus. Une autre question s'y ajoute : où pourra-t-on acheter ce riz ?

Est-ce que les « cracks » de l'Organisation Mondiale du Commerce, du Fonds Monétaire international, de la Banque mondiale et tous les pays qui plaident pour un commerce agricole entièrement libre peuvent nous expliquer pourquoi ils estiment qu'il vaut mieux que les sociétés ne cherchent pas à prendre en mains propres le soin de la nourriture et qu'il vaut mieux que, pour cela, elles dépendent d'autres régions ?

La mauvaise gestion au niveau mondiale

Comment en est-on arrivé là ? Comment pouvons-nous être si stupides ? Regardons ce qui se passé à l'Organisation Mondiale du Commerce.

L'OMC donne la priorité absolue au commerce. Cette approche est basée sur une expertise acquise dans le cadre de discussions portant sur l'élimination de différents obstacles à des produits industriels. Les représentants des petits pays se perdent souvent dans la lutte techno-juridique entre les petits pays et les grands. Plus fondamentalement, le secteur agricole se trouve embarqué dans ce débat technique limité au commerce, et rétrécissant tout débat politique de manière injustifiable.

Des objectifs importants, tels que le développement ou une économie durable, ne sont ainsi pas pris en considération.

Pour dorer la pilule, on a inventé comme par enchantement: *aid for trade*. On va aider les pays pauvres à participer au jeu du commerce international. Certainement en agriculture, cela ne résoudra absolument rien puisque on soutient ainsi précisément le mauvais type de commerce, à savoir une agriculture axée sur l'exportation vers le marché mondial... alors que les solutions résident dans une agriculture

productive de type familial qui vise de prime abord à nourrir les gens de la propre région ou pays. Le marché mondial ne peut y jouer qu'un rôle tout au plus accessoire.

Si certains pays en développement ne veulent pas s'inscrire dans ce processus, les pays dominants disposent d'autres moyens de conviction. Ainsi, ils peuvent "acheter" l'assentiment des pays en développement par le biais de « l'aide au développement » ou par la menace de réduire ou de supprimer cette aide. Il n'est pas exagéré de qualifier ces pratiques comme du vrai chantage.

Et si malgré tout, on n'arrive pas à un accord au sein de l'Organisation Mondiale du Commerce, il reste toujours une alternative. De grands pays tels que les Etats-Unis font appel à des accords de commerce soi-disant bilatéraux qu'ils concluent avec des pays individuels. Un bloc commercial comme l'Union Européenne cherche à conclure des accords de commerce régionaux avec des groupes de pays du Caraïbe, de l'Afrique ou de l'Océan Pacifique, qu'on appelle les pays ACP. Il s'agit des accords de partenariat économique (APE) ou EPA (de la dénomination *Economic Partnership Agreement*). L'UE souhaite faire de même avec l'Amérique centrale et les pays andins. A chaque fois, on veut obtenir que ces pays ouvrent leurs économies et leur agriculture aux marchés internationaux, au détriment des marchés locaux et de leur intégration dans le marché régional.

Les autorités nationales : échecs et doutes

Partout dans le monde, les pays doivent veiller sur la prospérité et le bien-être de leurs citoyens. Il est de leur responsabilité de veiller à ce que l'agriculture familiale durable – qui permet de nourrir leurs populations et qui est le moteur d'une économie saine – ne soit pas balayée.

Il est fort dommage de devoir constater que la plupart des gouvernements ne prennent pas cette responsabilité vis-à-vis de leur population. Ils omettent de défendre leurs agriculteurs familiaux et leurs économies, que ce soit vis-à-vis de l'Organisation Mondiale du Commerce, d'autres organismes internationaux ou de grandes puissances économiques, telles que les Etats-Unis ou l'Union Européenne.

Les plus forts partisans du marché mondial ouvert sont évidemment les grands pays exportateurs tels que l'Argentine, l'Australie, le Brésil, le Canada, le Chili, l'Indonésie, le Pakistan, la Thaïlande et l'Afrique du Sud. On les retrouve dans le groupe "Cairns" et dans le groupe G20. La Chine et l'Inde sont également membres du dernier groupe.

Certains pays agro-industriels qui sont de gros exportateurs adoptent une position douteuse et troublante dans le marché international du commerce : il s'agit notamment du Brésil, de l'Indonésie et de l'Afrique du Sud, et en partie aussi l'Inde. Il est certain que ces pays ont également une agriculture familiale très considérable, qui est d'une importance vitale pour leur propre développement durable. Et pourtant, ils défendent au sein de l'Organisation Mondiale du Commerce et ailleurs une politique diamétralement opposée. Avec d'autres pays exportateurs ils s'opposent à toute forme d'intervention gouvernementale, qui, à leurs yeux, perturberait le marché. Ils veulent forcer l'accès aux marchés des Etats-Unis et de l'Union Européenne pour leurs produits d'exportation. S'ils auront la main libre, on aboutira à une agriculture peu durable qui expulsera la majorité des agriculteurs dans le monde – dont une quantité énorme dans leurs propres pays – et qui ne respecte pas l'environnement pourvu qu'elle ne le détruise pas complètement.

Un appel urgent : priorité pour l'agriculture locale et régionale

'WTO out of agriculture'

C'est un slogan, bien sûr, entendu aux manifestations contre l'Organisation Mondiale du Commerce, correspondant aux idées des organisations agricoles du monde entier, du Nord au Sud, de l'Est à l'Ouest.

Mais au-delà du slogan, c'est aussi une réalité. Aujourd'hui on sait bien ce qu'il faut pour réaliser une agriculture durable, qui soit productive, qui soutienne un bon développement économique, rendant possible une répartition des revenus au niveau du plus grand nombre possible de paysans qui leur permette de bien vivre, et qui ne dépasse pas la mesure de l'environnement. Pour y arriver, on a tous besoin d'une agriculture familiale; dès lors, le fonctionnement des marchés locaux et régionaux, où l'agriculture familiale obtient les meilleurs résultats, prime le marché mondial.

La souveraineté alimentaire ne freine pas le développement économique, au contraire

Dans ce cadre, il est indispensable que les autorités puissent disposer d'un droit incontestable à la souveraineté alimentaire. Il s'agit du droit de prendre en main leur agriculture au lieu de continuer à libéraliser leur agriculture et leur production alimentaire et à les abandonner au marché mondial.

Ne croyez pas que cela freinerait le développement économique, bien au contraire. Car c'est exactement ce que les pays riches de l'Union Européenne ont toujours fait, et c'est d'ailleurs ce que la Chine a fait également.

Même si on peut avoir l'impression actuellement qu'il ne s'agit pas d'un problème de grande importance, l'agriculture a grandement besoin de stabilité des prix et de prix minima viables. Les autorités doivent se rendre compte à nouveau que le marché, et certainement le marché mondial, ne fonctionne pas aussi bien pour la nourriture que pour les voitures ou les gsm. On arrive, en effet, à des prix qui fluctuent énormément et à des prix généralement bien trop bas. Il faut donc renforcer le marché. Il faut prendre des mesures et disposer de mécanismes qui garantissent des prix viables et qui gèrent les provisions alimentaires. N'oublions pas que la production peut varier énormément d'une récolte à l'autre. Dans ce cadre, il est incompréhensible que nous sommes obligés de constituer un stock pour les produits pétroliers, mais pas pour les produits alimentaires. La nourriture est-elle moins importante que le pétrole ?

N'y a-t-il pas de bonnes nouvelles?

Si. En ce qui concerne les accords de partenariat économique (APE), la moitié des septante-neuf pays ACP n'ont même pas signé d'accord intérimaire avec l'Union Européenne. Ils se rendent compte que ces accords comportent de sérieux risques pour leurs propres économie et agriculture. C'est déjà un début. Les pays africains, réunis dans l'Union Africaine, ont adopté un point de vue qui donne confiance en ce qui concerne les APE. Ils sont prêts à poursuivre les discussions pour autant que quelques conditions solides soient respectées. Entre autres, qu'ils doivent avoir l'occasion de renforcer leurs marchés régionaux.

Une bonne gouvernance fait la différence

L'économie mondiale n'est pas gentille pour les agriculteurs, c'est bien connu. Ni pour les pays pauvres. Néanmoins, il reste remarquable que tant de pays ne respectent pas les agriculteurs et n'investissent pas suffisamment dans leur agriculture. Dès lors, ces pays ne sont pas à même de subvenir à leurs propres besoins en nourriture et autres produits agricoles.

Tout aussi remarquable est le fait que de nombreux pays exportent comme ça les produits d'un travail dur aux champs sans faire de grands efforts pour y échapper. Ils ne gardent pas la plus-value dans le pays. Leurs économies ne traitent pas elles-mêmes les produits agricoles qui ne ravitaillent pas leurs usines. Non, les agriculteurs continuent à livrer leurs matières premières mal rémunérées à l'économie mondiale.

C'est vrai, ils sont victimes du dogme selon lequel même les pays pauvres ne peuvent pas protéger leurs industries naissantes. D'emblée ils doivent opérer dans un marché mondial immodérément libre, ce qui leur rend super-difficile et, au fond, impossible, de mettre en place les facteurs générateurs d'une prospérité à part entière. Il est extrêmement dommage que ceux qui ont les moyens – en particulier les pays économiquement forts et nos instruments de gestion internationaux comme l'Organisation Mondiale du Commerce – ne veulent ou ne peuvent pas s'apercevoir de ce drame.

On pourrait faire autrement. Les Africains de l'Ouest pourraient traiter eux-mêmes leur coton dans leurs usines de textile et de confection. L'agriculture dans de nombreux pays en Amérique centrale, en Amérique du Sud, aux Caraïbes, en Afrique ou en Asie pourrait être liée à une industrie alimentaire ou transformatrice fonctionnant pour le marché local ou régional. Une campagne productive pourrait être un facteur important pour le développement économique durable de ces pays. Il est dommage dès lors que ces sociétés continuent à se baser sur une agriculture boîteuse et n'investissent pas dans le développement de l'industrie ou du secteur tertiaire qui pourraient rendre le pays plus prospère.

On devra faire autrement. Prenons, d'une part, la Corée du Sud ou Taïwan, maintenant deux pays riches et, d'autre part, le Congo ou la Zambie, tous les deux pauvres. Comment se fait-il que, il y a cinquante ans, ces deux derniers étaient plus prospères que les deux premiers ? Cherchez donc la différence, c'est important à savoir. Eh bien, la Corée du Sud et le Taïwan ont opté pour une agriculture principalement familiale et productive, axée sur les besoins internes. C'est ainsi qu'ils ont fait leur beurre. Car leur agriculture leur a permis de se créer une industrie.

Ce constat est suffisamment important pour le répéter d'une autre façon. Tous les pays riches ont toujours protégé leur agriculture intérieure – même si cela implique une nourriture plus chère – ce qui ne les a pas empêchés de devenir des pays riches. Force est de constater que les pays riches ont augmenté la productivité de leur agriculture protégée, ce qui leur a permis ensuite de libérer des moyens et des gens, créant ainsi la base de leur industrialisation et de leur prospérité. Quoi que l'on dise, c'est un choix à faire et à réaliser par les sociétés et les autorités. Le marché en soi n'en est pas capable en grande partie.

Dans tant d'autres pays, certainement en Afrique, cela s'est déroulé tout autrement. Comptant à peine six agriculteurs sur cent travailleurs, le pays industriel de la Corée du Sud affecte toujours 13 pour cent du budget gouvernemental à l'agriculture. L'Inde consacre 16 pour cent pour 60 pour cent de la population, la Chine 7,2 pour cent pour 45 pour cent. Les gouvernements du Cameroun, du Burundi ou du Soudan où septante à nonante pour cent de la population travaille dans l'agriculture, qui représente presque la moitié du revenu national, consacrent moins de deux pour cent de leur budget à ce secteur économique si important.

On ne peut être plus clair. Dans les sociétés rurales Africaines surtout, mais également en Indonésie ou en Colombie par exemple, les gouvernements abandonnent les agriculteurs. Il n'a jamais été question

d'une vraie politique agricole ou socio-économique. Ils ont négligé l'agriculture et la campagne et laissé s'accumuler ce désordre dans les villes qui s'étendent toujours plus.

Souvent, il s'agit aussi d'un conflit d'intérêts. Des politiciens ou leurs familles gagnent un revenu confortable parce qu'ils ont des intérêts dans une agriculture d'exportation ou parce qu'ils contrôlent l'importation de riz ou d'autres produits alimentaires. C'est aussi une raison pour ne pas défendre les intérêts des agriculteurs.

L'exode rural et les villes surpeuplées constituent depuis quelques années un nouveau motif. Les politiciens craignent la colère des populations urbaines à propos de la cherté de la nourriture, résultant d'une agriculture négligée, incapable de produire suffisamment de nourriture. Les paysans sont moins menaçants : ils crèvent souvent en silence à la campagne plutôt que de défendre durement leurs revendications en ville.

Peu à peu, ça change à nouveau

Si l'on cherche bien, on trouvera des indications d'un monde en transformation. Dans leur déclaration de Maputo, les pays africains ont décidé d'investir dix pour cent des moyens gouvernementaux dans l'agriculture. Deux annotations s'imposent toutefois. La décision n'est pas mauvaise, pourvu qu'elle soit réalisée. Trop de déclarations similaires n'ont été que des paroles dans l'air. Et, deuxièmement, de toute façon, le pourcentage est trop limité. A gauche et à droite, on posera la question: est-ce que cela n'hypothéquera pas leur industrialisation ? La seule réponse correcte est "non, précisément non".

Le Burkina Faso parvient à réserver plus de dix-sept pour cent de son budget gouvernemental à l'agriculture. Il n'y a pas de raison pourquoi les autres pays africains ne pourraient pas faire au moins le même effort financier.

Que peuvent faire concrètement les autorités nationales au-delà de s'occuper de prix vivables et d'assurer des provisions alimentaires, deux soucis déjà évoqués précédemment?

Plusieurs milliers d'études, réalisées durant des dizaines d'années, arrivent généralement aux mêmes conclusions. D'abord, il importe de mener une politique foncière permettant aux agriculteurs familiaux de disposer de suffisamment de terres pour exercer leur métier. On ne peut l'accentuer trop, même si cela semble superflu. Certainement depuis que la flambée des prix agricoles rend l'agriculture attrayante pour le capital qui fait la tour du monde à la recherche de bénéfices maximaux, l'agro-industrie menace de s'emparer de nouvelles terres au détriment de l'agriculture familiale dont le monde a tellement besoin.

Si les autorités raisonnent logiquement, elles savent ce qu'on attend d'elles. Elles doivent veiller à ce que les agriculteurs familiaux puissent avoir accès aux crédits nécessaires pour investir. Ainsi ils pourront faire du meilleur travail et réaliser de meilleures récoltes.

Etroitement lié à cela, il faut s'assurer que les agriculteurs non seulement aient accès aux crédits, mais qu'avec ces crédits ils puissent se procurer de bons grains, engrais et pesticides. Il faut garantir que ces soi-disant "inputs" soient disponibles de l'une ou de l'autre façon. Peu importe en premier lieu que se soient le secteur privé, des instances gouvernementales ou des coopératives agricoles qui s'en chargent. Si elles souhaitent arriver à une agriculture familiale maximale durable et bien productrice, les autorités doivent investir dans la recherche, la formation et l'apprentissage. Suffisamment d'information à propos d'une agriculture durable, agro-écologique est très importante; actuellement c'est souvent perdu de vue.

Pensons maintenant à la récolte, qui appelle d'autres besoins. Il faut construire une bonne infrastructure pour que les produits agricoles soient disponibles sur le marché local, national et régional : évidemment des routes et d'autres voies de transport, capacités de stockage aussi, une bonne organisation du marché, la divulgation d'informations utiles au marché par la radio, gsm, internet ou autres. Il est indiqué d'entamer une réflexion et une analyse à propos de la bonne gestion du marché interne. Laisse-t-on entrer par exemple les grandes chaînes de supermarché internationales ou est-ce qu'on donne la priorité à ses propres commerçants?

On ne peut oublier non plus de s'occuper du traitement des produits agricoles. Il est sage d'aider à mettre en route sa propre industrie alimentaire qui pourra approvisionner le marché interne. Ainsi on crée des chaînes d'alimentation dont la valeur ajoutée se traduit en revenus pour nombre de gens dans le pays. De cette façon on donne une impulsion à la prospérité et au bien-être dans sa société.

En toute sagesse, les autorités comprendront qu'aucune politique ne mènera à un résultat sans concertation et entière collaboration avec les agriculteurs et leurs organisations.

Une grande responsabilité

L'appel aux autorités, du niveau local au niveau mondial, et leurs responsabilités est claire. Laissent-elles le champ libre à une agriculture industrielle mondiale, elle-même subordonnée à la grande distribution ? Ou donnent-elles la priorité à une agriculture familiale qui est principalement locale et régionale et qui donne des chances de vie à quelques milliards de gens : parce qu'ils obtiennent un prix juste en contrepartie de leur travail et parce que la production, le traitement et la distribution de produits agricoles leur offre un revenu justifié.

Belangrijkste bronnen

Barrez Dirk, *Koe 80 heeft een probleem. Boer, consument, agro-industrie en grootdistributie*, EPO i.s.m. Vredeseilanden e.a., 2007, 254 p.

www.vredeseilanden.be www.pala.be

Altieri Miguel en Nicholls Clara, *Agroecology And The Search For A Truly Sustainable Agriculture*, University of California, Berkeley, 2005, 291 p., zie o.a. p.150-151

<http://www.agroeco.org/doc/agroecology-engl-PNUMA.pdf>

FAO, *Low-Income Food-Deficit Countries' food situation overview*, april 2008

<http://www.fao.org/docrep/010/ai465e/ai465e07.htm>

DFID, Heath John, *2005 agriculture policy: an interim evaluation*, 2007, 70 p., zie o.a. p.68

<http://www.dfid.gov.uk/aboutdfid/performance/files/ev672.pdf>

Clay Jason e.a., *Exploring The Links Between International Business And Poverty Reduction: A Case Study Of Unilever In Indonesia*, Oxfam GB, Novib Oxfam Netherlands & Unilever, 2005, 67 p.

<http://www.oxfam.org.uk/resources/policy/trade/downloads/unilever.pdf>